



Paris, le 30 juin 2016

Communiqué de presse CGT, CFE-CGC et FO

BREXIT : LE REPORT D'HINKLEY POINT EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE !

Six mois après avoir accueilli la conférence mondiale sur le climat et placé le nucléaire au cœur du combat climatique, le Bourget accueille cette semaine le World Nuclear Exhibition. C'est parce qu'elle est convaincue des atouts de la filière nucléaire française que l'intersyndicale CGT CFE-CGC FO renouvelle la demande qu'elle a adressée au Gouvernement début juin d'actualiser les travaux de la « mission Roussely » de 2010. Il s'agit de répondre aux priorités que constituent le redressement de la filière, le grand carénage du parc électronucléaire français qu'attend l'important tissu des ETI et PME françaises spécialisées dans le nucléaire, et la nécessité de concevoir le modèle de réacteur qui permettra de réussir le renouvellement du parc nucléaire et de participer au développement du nucléaire à l'international.

Pour l'intersyndicale, l'État ne peut pas se contenter de réponses capitalistiques ni de se défaire sur les entreprises de la filière, et au premier chef EDF. C'est bien à l'État qu'incombe le redressement de la filière nucléaire dans une vision stratégique industrielle de long terme. Il doit pleinement tirer les leçons des quinze dernières années, prendre ses responsabilités et tout mettre en œuvre pour garantir, dans la durée, l'excellence de la filière nucléaire française avec des emplois et des garanties collectives de haut niveau pour tous les salariés sur le territoire.

Dans ce contexte, l'intersyndicale considère que ce n'est pas un lancement précipité du chantier de deux réacteurs nucléaires de 3e génération à Hinkley Point, sans attendre le complet retour d'expérience des premiers EPR en construction, qui sera de nature à répondre aux principaux enjeux de la filière nucléaire française. Au contraire, le montage financier envisagé pour le projet Hinkley Point mobilise les fonds propres d'EDF, faisant ainsi porter au bilan de l'entreprise les risques industriels et financiers du projet.

Dans un contexte de trajectoire financière loin d'être sécurisée, cela ne peut que conduire à des arbitrages en défaveur des investissements sur les infrastructures énergétiques de souveraineté nationale, pourtant indispensables à l'économie et à la sécurité des approvisionnements électriques du pays. L'intersyndicale ne saurait admettre qu'Hinkley Point puisse mettre en difficulté le financement des réseaux électriques, des activités hydrauliques comme des autres activités d'EDF. Il en va de même pour le grand carénage qui est pourtant crucial pour l'ensemble de la filière nucléaire française.

Dans l'intérêt de la filière nucléaire française, il y a urgence à réduire l'exposition d'EDF et de la filière aux risques d'Hinkley Point et donc à ne pas lancer le projet dès juillet comme vient de le déclarer le ministre de l'Économie. Le report de quelques années que nous proposons permettra de redresser la filière d'un point de vue industriel, social et financier et d'être en pleine capacité d'amener ce projet franco-britannique sur la voie de la réussite.

Personne de bonne foi ne peut contester que le Brexit constitue un nouveau et important facteur d'incertitude pour le projet Hinkley Point. Dès lors, ce nouveau contexte avec un gouvernement britannique qui expédie les affaires courantes et la nécessité d'attendre le résultat du contentieux lancé par le CCE d'EDF imposent de reporter la décision. Pour l'intersyndicale, la prise en compte de la nouvelle réalité politique britannique et la nécessité de respecter les prérogatives du CCE sont impératives.

EDF comme la filière nucléaire n'a besoin ni d'un passage en force ni d'une fuite en avant. L'intersyndicale souhaite donc que le report soit mis à profit pour engager le nécessaire débat de fond sur l'avenir de la filière nucléaire qu'elle appelle de ses vœux.